

Unité bi-départementale de la Dordogne et de Lot-et-  
Garonne  
cité administrative  
Bât A  
24016 Périgueux

Périgueux, le 23/12/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 18/11/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **GARDAREIN SARL - Pazayac**

170 rte de brive  
24120 Pazayac

Références : DD/UbD24-47/287/2025  
Code AIOT : 0005211254

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/11/2025 dans l'établissement GARDAREIN SARL - Pazayac implanté 170 rte de brive 24120 Pazayac. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- GARDAREIN SARL - Pazayac
- 170 rte de brive 24120 Pazayac
- Code AIOT : 0005211254
- Régime : Déclaration avec contrôle
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société GARDAREIN dispose d'un récépissé de déclaration daté du 23/09/2011 pour les rubriques suivantes:

- 1532 : stockage de bois ou de matériaux combustibles analogues pour un volume de 6600 m<sup>3</sup>
- 2410 :Ateliers ou l'on travaille le bois ou matériaux combustibles analogues pour une puissance électrique de 144 kw
- 2415 : Installations de mise en œuvre de produits de préservation du bois et matériaux dérivés dont la quantité maximale de produits susceptible d'être présente dans les installations étant de 925 l .

La société Gardarein a été fondée en 1928 à Terrasson.

En 2011, en raison de son activité et dans un objectif de développement, l'entreprise Gardarein avait souhaité agrandir sa surface d'atelier et choisi de déplacer ses installations de Terrasson à Pazayac. Finalement, une partie seulement des installations ont été transférées.

Elle s'est spécialisée dans la conception et la réalisation des charpentes traditionnelles, des maisons à ossature bois et des chalets en madriers en fourniture seule (kit prêt à poser) ou en prestation globale de de fourniture et pose par ses équipes.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se

- conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Risques	Arrêté Ministériel du 05/12/2016, article 4.2	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Exploitation - Entretien	Arrêté Ministériel du 05/12/2016, article 3.2	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
3	Exploitation - Entretien	Arrêté Ministériel du 05/12/2016, article 3.4	/	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

À la suite du dernier contrôle effectué en début d'année, l'exploitant a adressé, par courrier en date du 6 mai 2025, les justificatifs demandés.

Cette visite avait pour but de vérifier la mise en œuvre des actions correctives. L'inspection

souligne la réactivité et l'implication de l'exploitant pour répondre de manière proactive aux exigences.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Exploitation - Entretien

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 05/12/2016, article 3.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Contrôle de l'accès
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 12/02/2025</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas un accès libre aux installations.</p>
<b>Constats :</b> <p>Suite à la précédente inspection, il avait été demandé à l'exploitant de fermer le site en priorisant le périmètre ouest de l'établissement Gardarein.</p> <p>Une clôture a été mise en place, à l'intérieure des limites de propriété.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 2 : Risques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 05/12/2016, article 4.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 12/02/2025</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Les différents matériels sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an. L'installation est équipée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques notamment :</p> <p>a) Pour toutes les installations :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• des extincteurs répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et les lieux</li></ul>

présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés ;

- un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;
- des plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local.

b) Pour les parties de l'installation à risque comme définies à l'article 4.3 ci-après :

- chaque partie de l'installation est desservie par un appareil d'incendie (bouche, poteaux...) d'un réseau public ou privé, situé à moins de 200 mètres de celle-ci et garantissant, à minima, un débit minimum de 60 m<sup>3</sup>/h sous une pression minimum de un bar durant deux heures. À défaut, une réserve d'eau d'au moins 120 m<sup>3</sup> destinée à l'extinction est accessible en toute circonstance. Pour les installations existantes au sens de l'article 2 du présent arrêté, la distance maximale à l'appareil d'incendie est portée à 400 mètres.

#### Constats :

L'exploitant dispose d'un étang destiné aux services de secours, accessible par l'Allée de Lamaze. Toutefois, lors de l'inspection, il a été constaté que le chemin d'accès, envahi par la végétation, n'était pas facilement identifiable pour les personnes non familiarisées avec les lieux.

Par ailleurs, la zone de pompage s'est révélée inaccessible pour les services de secours en situation d'urgence, en raison d'un encombrement du passage par du matériel.

Enfin, par courrier du 29/04/2025, l'exploitant a signalé à l'inspection qu'après vérification, l'étang n'avait pas été recensé en 2024. Une demande a été faite pour que cela soit fait au cours du prochain recensement (fin d'année) auprès de la mairie.

Lors de la visite, monsieur Gardarein a indiqué que le recensement devait se faire prochainement.

#### Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit s'assurer que le chemin d'accès et la zone de pompage soient accessibles.

L'exploitant est tenu de notifier aux services de secours et de lutte contre l'incendie la présence de ce point d'eau, afin qu'il soit officiellement répertorié comme ressource de défense incendie. Une preuve de cette déclaration devra ensuite être transmise à l'inspection des installations classées.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

#### N° 3 : Exploitation - Entretien

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 05/12/2016, article 3.4

**Thème(s) :** Risques chroniques, Poussières

#### Prescription contrôlée :

Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés, notamment de manière à éviter lesamas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Le matériel de nettoyage

est adapté aux risques présentés par les produits et poussières. Toutes précautions sont prises pour éviter les risques d'envol de poussières.
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la visite, l'inspection a relevé que les locaux étaient maintenus propres et sans accumulation de poussière.</p> <p>Le cyclone, en cours de construction, est équipé de deux vis pour l'évacuation des poussières.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite